

914

— 6 —

*COMMISSION pour l'examen de la demande
en autorisation de poursuivre un membre du
Sénat.*

(Nommée le Mardi 24 Juin 1930.)

MM.

1^{er} BUREAU : REBOUL.

2^e — FÈVRE.

3^e — Louis LINÏER.

4^e — PAUL LAFFONT. *Secret*

5^e — LISBONNE.

6^e — Alfred GRAND. *Président*

7^e — DAUTHY.

8^e — PAUL FEUGA.

9^e — VOILIN.

FABRIQUE DE REGISTRES · COPIES DE LETTRES · CARNETS

HORS CONCOURS AUX EXPOSITIONS UNIVERSELLES 1878 · 1889 · 1900



MARQUE



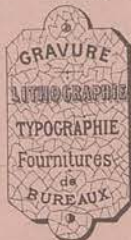
DE FABRIQUE

FORTIN & C^{IE}

59, Rue des Petits Champs

· PARIS ·

USINE : 184, Faubourg St Denis



N^o _____

Pour avoir un Registre semblable, il suffit de rappeler le Numéro ci dessus

1245 1868



1245 1868

COTE :

DATE DE MISE EN QUARANTAINE :

TRAITEMENT A PREVOIR

FAIT

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Prélèvement | <input type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Fumigation | <input type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Dépoussiérage (en interne) | <input type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Dépoussiérage (prestataire) | <input type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Restauration (en interne) | <input type="checkbox"/> le |
| <input checked="" type="checkbox"/> Restauration (prestataire) | <input checked="" type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Mise en boîte | <input type="checkbox"/> le |
| <input type="checkbox"/> Mise à plat | <input type="checkbox"/> le |

30-10-2012

COMMENTAIRES

attente 2^{ème} train de restauration
(QUILLIET) D. M/4/12

Commissaire chargé de l'examen d'une demande
en autorisation de poursuivre un membre du Sénat

La commission s'est réunie le 13 Mars 1930 à 14^h30

Ont été élus Présidents M. James Henaff
Secrétaire M. Pierre de Cortais.

La Commission a nommé son sous-commissaire M. M. Gardes,
de Cortais et Puri

M. M. Gardes ^{nommé} rapporteur a été chargé de présenter à la
Commission les conclusions de la demande présentée

de l'avis

Pierre de Cortais

Le Président

James Henaff

La Commission s'est réunie le 2 Avril 1930 à 14^h30
étaient présents James Henaff, M. Puri, M. Gardes
M. M. Gardes rapporteur a présenté les rapports conclusifs et
l'avis de la Commission et la demande en autorisation
d'interdiction de poursuites ou de mainlevée.

Le rapport a été adopté à l'unanimité et M. M. Gardes
a été autorisé à déposer les rapports

Paris le 14/30

Le Secrétaire

James Henaff

A. Puri

La Commission s'est réunie le 26 Juin 1930 à 14^h30
étaient présents M. M. Gardes, M. Puri, M. M. Gardes
et l'avis de la Commission a été présenté
à l'autorisation de poursuites

M. M. Gardes et M. Puri ont été chargés de rapporter

Le Secrétaire

James Henaff

Le Président

Chilgouff

21 g. lue 1929 - 12^{me}

24 juillet

1

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE LA SEINE

Bureau des Huissiers-Audienciers

POLICE CORRECTIONNELLE

12^{me} CHAMBRE

L'AN mil neuf cent vingt neuf, le *Vingt-neuf Juillet*
à la requête de Monsieur CASTILLON Maurice, demeurant à Boulogne-Billancourt (Seine) 68 Boulevard Jean Jaurès,

pour lequel domicile est élu en *Le* demeure

J'ai, **Georges GARDE** Huissier-Audencier au Tribunal de première instance du département de la Seine, séant à Paris, y demeurant, au Palais de Justice, soussigné, donné assignation

- 1^o Monsieur André MORIZET, Sénateur de la Seine, demeurant à Paris, 37 Bard Murat, *ou étant g. parant & de l'ouvrage*
- 2^o Monsieur Eugène LAGRIFOUL, Conseiller général de la Seine, demeurant à Boulogne-Billancourt, 86 Rue de Sèvres; *ou étant et parant & une personne de son service n'est de*
- 3^o Monsieur Paul JORIEUX, pris en sa qualité de gérant de "l'EMANCIPATION", journal d'unité ouvrière et socialiste, dont le siège social est à la Maisie de Boulogne Billancourt; *ou étant g. parant au Gardien*

A comparaitre en personne, le *Vingt-un Novembre*
1929 - 13 heures à midi
à l'audience du Tribunal de première instance du département de la Seine, *12^{me}* Chambre, jugeant en Police correctionnelle, séant au Palais de Justice, à Paris.

Pour *attesté*

+

Attendu que le 30 Avril 1929, au cours d'une réunion publique qui s'est tenue à Boulogne s/Seine, dans la salle du Cinéma l'Eden, 148 avenue de la Reine, M. André Morizet, sénateur de la Seine, a déclaré devant un auditoire d'au moins 200 électeurs: "M. Castillon, candidat aux élections municipales sur la liste Canjole, a encouru deux condamnations pour lesquelles il a bénéficié de l'amnistie";

Attendu que dans le journal "l'Emancipation" dont il est le rédacteur en chef, M. André Morizet a écrit: "Castillon Maurice, employé de commerce. Deux condamnations pour lesquelles il a bénéficié de l'amnistie: 20 Janvier 1916, 2 ans de travaux publics pour désertion à l'intérieur en temps de guerre; - 14 août 1912, 2 ans de prison et 100 frs d'amende pour abus de confiance" (l'Emancipation, journal d'unité ouvrière et socialiste, numéro du 3 Mai 1929, première page, troisième colonne);

Attendu, en outre, que le 1^{er} Mai 1929, M. André Morizet et M. Eugène Lagriffoul, rencontrant des électeurs de Boulogne Billancourt, en particulier dans un café situé avenue de la Reine, leur ont proposé de se rendre à la Mairie pour leur montrer le casier judiciaire n°2 du requérant;

Attendu que deux affiches, intitulées "Le farceur et le barboteur" et "Castillon nie en vain", ont été placardées sur les panneaux électoraux;

Attendu que ces affiches, signées "Vu le candidat, André Morizet", avaient pour but de porter atteinte à l'honneur et à la considération du requérant, ainsi que constat a été fait par le ministère de Lemaire, huissier à Boulogne Billancourt, le 6 Mai 1929, enregistré;

Attendu que les faits rapportés ci-dessus constituent le délit de diffamation, prévu et réprimé par les articles 29, 32, 42 et suivants de la loi du 29 Juillet 1881, et ont causé au requérant un préjudice important et dont réparation lui est due;

X

S'entendre les sieurs André Morizet, Eugène Lagriffoul, Paul Jorieux, ce dernier pris en sa qualité de gérant du Journal "l'Emancipation" déclarer coupables du délit de diffamation à l'égard du requérant;

S'entendre condamner les susnommés à payer au requérant, conjointement et solidairement la somme de Vingt Cinq mille francs à titre de dommages intérêts;

S'entendre en outre condamner aux intérêts de droit et aux dépens, le tout par corps, sans préjudice des conclusions qui pourront être prises contre lui par le Ministère public dont l'intervention est requise.

X

Enregistré à Paris, le 29 Juillet 1929
 n° 8, c. 32 Reçu 40 francs 40 centimes.

M. J. Galland

greffier.....	33.60
Original	6
Copies	14.80
Timbre	28.80
Enregistrement ..	7.50
Transport	12
Répertoire	10.25
Enveloppe	90
	<u>103.95</u>

Et j'ai au susnommé, parlant comme dessus, laissé copie sous
 enveloppe fermée portant suscription et cachet conformément à la loi.

Le coût est de Cente trois francs
of centimes.

Kern

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE LA SEINE

Bureau des Huissiers-Audienciers

POLICE CORRECTIONNELLE

12^{ème} CHAMBRE

L'AN mil neuf cent ~~vingt~~ *Trente, le*

à la requête de Monsieur CASTILLON Maurice, demeurant
à BOULOGNE BILLANCOURT, 68 Bd Jean Jaurès

pour *le* quel domicile est élu en *la* demeure

J'ai, Huissier-
Audiencier au Tribunal de première instance du département
de la Seine, séant à Paris, y demeurant, au Palais de Justice,
soussigné, donné assignation

1° Mr André MORIZET, sénateur de la Seine, de-
meurant à PARIS 47 Boulevard Murat où étant et
parlant à

2° Mr Eugène AGGRIFOUL, conseiller général
de la Seine, demeurant à BOULOGNE S. SEINE de-
meurant à BOULOGNE BILLANCOURT, 86 Rue de Sè-
vres, où étant et parlant à

3° Mr Paul JORIEUX pris en sa qualité de gerant
de "l'émancipation" journal d'unité ouvrière et
socialiste dont le siège social est à la mairie
de boulogne Billancourt où étant et parlant à

ORIGINAL

A comparaitre en personne, le

à midi,

à l'audience du Tribunal de première instance du département
de la Seine, **12^{ème}** chambre, jugeant en Police correctionnelle,
séant au Palais de Justice, à Paris.

Pour en procédant sur et aux fins de

X

trois précédentes désignations en date des
-let 1939, 23 octobre 1939, 8 mai 1940.

Il est attendu que le 30 avril 1940, au cours
d'une réunion publique qui s'est tenue à Boulogne
sur-mer, dans la salle du cinéma l'Eden, les 8 Avenue
de la Seine, M. André MORISSET, éditeur de la salle
déclaré devant un auditoire de moins de 100
personnes "M. CASTILLON, candidat aux élections
principales sur la liste CASSEUR a encouru deux con-
damnations pour lesquelles il a bénéficié de l'amnésie

Attendu que dans le journal "l'émancipation"
dont il est le rédacteur en chef, sous le pseudonyme
de "Castillon Maurice", employé de la Marine,
deux condamnations pour lesquelles il a bénéficié
l'amnésie, 30 janvier 1918 à ans de travaux pu-
blics pour désertion à l'intérieur en temps de guerre
le 20 août 1918 à ans de prison et 100 francs d'amende
pour abus de confiance " (l'émancipation, journal
à unité ouvrière et socialiste numéro du 2 mai 1940
première page troisième colonne)

Attendu en outre, que le 1er mai 1939 M.
André MORISSET, et M. Eugène LAMBERT, rencontrés
des électeurs de Boulogne-Billancourt, en particu-
lier dans un café situé avenue de la Seine, leur
ont proposé de se rendre à la mairie pour leur
faire le service judiciaire N° 1 au requérant.

Attendu que deux affiches, intitulées "le
farceur et le barbotin" et "Castillon Maurice"
ont été placardées sur les panneaux électoraux;

Attendu que ces affiches, signées "V. le
conseiller, André MORISSET", avaient pour but de por-
ter atteinte à l'honneur et à la considération du
requérant, ainsi que constaté et fait par le Mi-
nistre de l'Intérieur à Boulogne-Billancourt
le 2 mai 1939, enregistré.

Attendu que les faits rapportés ci-dessus
constituent le délit de diffamation, prévu et ré-
primé par les articles 29, 30, 31 et suivants de
la loi du 29 juillet 1881, et ont causé au requé-
rant un préjudice important et dont réparation lui
est due.

X

S'entendre les sieurs André MORILLON, Agence
Lachapelle, Paul JONARD, ce dernier pris en sa
qualité de gérant du journal "l'émancipation" et
-lierer responsable du délit de diffamation à l'égard
du requérant.

S'entendre condamner les susnommés à payer à
reintéresser conjointement et solidairement la somme
de vingt cinq mille francs à titre de dommages-in-
téressés.

S'entendre les autres condamnés aux intérêts de
cette somme à partir du jour de la condamnation, sans pré-
judice des intérêts qui pourront être pris en con-
sidération par le ministère public pour l'intérêt
qui requiert.

X

Enregistré à Paris. le

192

le

, c.

Reçu deux francs 40 centimes.

greffier.....
Original.....
Copies.....
Timbre.....
Enregistrement..
Transport.....
Répertoire.....
Enveloppe.....

Et j'ai au susnommé, parlant comme dessus, laissé copie sous
enveloppe fermée portant suscription et cachet conformément à la loi.

Le coût est de

centimes.

francs

N° 5.

PARQUET

Paris, le

30 MAI 1930

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

N°
2^e Section

Renvoyer la présente.

ital.
Le Procureur de la République,

à Monsieur le Procureur de la République.

En la demande de M. Castillon,
assisté de M. Blanchet avocat
à la Cour.

attenu que M. André Morizet
si il a l'intention d'assumer devant
le Tribunal de la Seine, est
le seul, que leariat est actuelle
ment en session;

en la disposition de l'art. 4 de la
loi constitutionnelle de 1875;
disposant y avoir lieu, quant à présent
à fixer la date de l'audience.

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,



CLOS PAR NÉCESSITÉ

Pour le Procureur de la République, empêché

LE SUBSTITUT DÉLÉGUÉ

Monsieur

Monsieur le Procureur de la République,

à _____

Départ^t de _____

15 Mai

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE LA SEINE

Bureau des Huissiers-Audienciers

POLICE CORRECTIONNELLE

CHAMBRE

LAN mil neuf cent

la requête

Vingt-neuf le Vingt-trois Octobre
Mr CASTILLON Maurice demeurant à

BOULOGNE BILLANCOURT (SEINE) 68 Bd

Jst J.aurès

pour lequel domicile est élu en *ses* demeure

J'ai, *Georges GARDE*

, Huissier-

Audencier au Tribunal de première instance du département de la Seine,

étant à Paris, y demeurant, au Palais de Justice,

oussigné, donné assignation

*1^{re} M^{rs} André Noyet, Sénateur
47. Boul. Murat à Paris, parlant à la Cour
2^o M^{rs} Lagriffoul, Conseiller Général, 86 rue de Serres
à Billancourt, parlant à la Cour
3^o M^{rs} Jorieu, Gérant de l'Embauchette à la Mairie de
Boulogne, au parlant à la Cour qui se
declart. par sa adresse*

ORIGINAL

A comparaître en personne, le *VINGTUN NOVEMBRE 1929*

12 heures

à midi très précis, à

Pour quoi je me suis rendu à l'Audience du Tribunal de première instance du département de la Seine, la Préfecture de Police - Bureau des Prisons de la Seine, ou Chambre, jugeant en Police correctionnelle, étant au Palais de Justice, à Paris,

audant et parant à l'assignation Pour *En procédant sur et aux fins d'une précédente assignation en date du 29*
dudit Tribunal, quel déclare que le déclarant a été assigné pour
quoi, l'assignation a été remise
prim. assign. déclar. par et
remis à l'assigné à l'audience
le Procureur de la République
en son Parquet et ont et
parlant à l'un de MM. les Substituts qui a visé l'original.

JUILLET 1929 enregistrée.

Pour.



Enregistré à Paris, le 24 OCTO 1929 19
 : reçu franc vingt-cinq centimes

Par les motifs y contenus, voir adjuger
 au requérant les conclusions par lui pr
 prises dans son exploit introductif
 d'instance.
 S'entendre en outre condamner en tous l
 les dépens.

Grefte.....
 Original..... 6
 Copie..... 4.80
 Timbre..... 14.40
 Enregistrement 7.50
 Transport..... 11.
 Réception..... 10.18
 Enveloppe..... 9.

Et j'ai au susnommé, parlant comme dessus, laissé copie du
 présent par clerc assermenté dont les mentions seront visées par moi sur
 l'original, sous enveloppe fermée portant suscription et cachet conformé-
 ment à la loi. Le coût est de cinquante cinq
 francs centimes.

Il a été employé pour la copie de la présente signification 2
 feuille de papier spécial dont le montant est de 2.60 = 10.80

MAULDE et RENOU,
 46101 Mod. 10 (152).

Adm

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE LA SEINE

Bureau des Huissiers-Audienciers

POLICE CORRECTIONNELLE

12^{ème} CHAMBRE

*Met een Cent in de brief
PARIS. L. 3 MAI
In submissie daaraan*

Mil neuf cent

Crete, le

Crois Mai

requis de CASTILLON Maurice ; demeurant
BOULOGNE BILLANCOURT, 68 Bd J. Jaurès.

Pour quoi je me suis rendu à
la Préfecture de Police - Bureau
des Prisons de la Seine ; où
étant et pour ce faire, j'ai
déclaré que :

quel domicile est élu en sa demeure

J'ai, **Georges GARDÉ**

, Huissier-

Audiencier au Tribunal de première instance du département de la Seine,
séant à Paris, y demeurant, au Palais de Justice.

soùssigné, donné assignation : 1^{re} M^{re} André Morizet, Sévère - 47
Murat à Paris, séant à la Conciergerie.

2^{de} M^{re} Lagriffoul - Conseiller Général 86. rue de Sévres à Billancourt
séant à la Conciergerie

3^{de} M^{re} Goussier, Gérant de l'Emancipation à la Marie de Boulogne et
actuellement Sans domicile connu

ORIGINAL

A comparaître en personne, le

QUINZE MAI 1930

12 heures

à midi très précis, à

l'audience du Tribunal de première instance du département de la Seine,
12^{ème} Chambre, jugeant en Police correctionnelle, séant au Palais
de Justice, à Paris,

Pour En procédant sur et aux fins de

deux précédentes assignations en date des
29 JUILLET & 23 OCTOBRE 1929 enregistrées

Pour.



Enregistré à Paris, le 10^e 1930 : reçu au franc vingt-cinq centimes

5 MAI 1930 19

Par les motifs y contenus

Voir adjuger au requérant les conclusions par lui prises dans son exploit introductif d'instance.

S'entendre en outre condamner en tous

les dépens.

Grefse.....

Original..... 6

Copie..... 11.50

Timbre..... 14.10

Enregistrement 7.50

Transport..... 12

Répertoire..... 10.25

Enveloppe..... 60

Et j'ai au susnommé, parlant comme dessus, laissé copie du présent par clerc assermenté dont les mentions seront visées par moi sur l'original, sous enveloppe fermée portant suscription et cachet conformément à la loi. Le coût est de Cinquante Cinq centimes.

Il a été employé pour 1 copie de la présente signification 5 feuille de papier spécial dont le montant est de 8.60 = 10.80

X

Arre

Le 3 Mai 1930, j'ai donc lancé une nouvelle assignation pour l'audience du 15 Mai. Le Parquet n'a toujours pas refusé son visa.

Enfin, le 30 Mai 1930, j'ai présenté moi-même, aux services du Parquet, une nouvelle assignation, et par note de cette date, M. le Procureur de la République a refusé de donner jour en raison des dispositions de l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 Juillet 1875.

Je crois que ces quelques explications préalables étaient nécessaires pour expliquer le retard apporté à la demande que j'ai l'honneur de vous adresser.

En ce qui concerne les faits, je me permets de vous rappeler qu'ils sont les suivants:

1°/ Le 30 Avril 1929, au cours d'une réunion publique qui s'est tenue à BOULOGNE S/SEINE, dans la Salle du Cinéma "L'EDEN", 148 Avenue de la Reine, M. André MORIZET a déclaré devant un auditoire d'au moins 200 électeurs: "M. CASTILLON, candidat sur la liste Caujole, a encouru deux condamnations pour lesquelles il a bénéficié de l'amnistie".

2°/ Dans le journal "L'EMANCIPATION", dont il est le rédacteur en chef, M. André MORIZET a écrit: "Castillon, Maurice, employé de commerce. Deux condamnations pour lesquelles il a bénéficié de l'amnistie. 20 Janvier 1916, 2 ans de travaux publics pour désertion à l'intérieur en temps de guerre - 14 Août 1912, 2 ans de prison et 100 Frs d'amende pour abus de confiance". (L'EMANCIPATION, journal d'unité ouvrière et socialiste, numéro du 3 Mai 1929, première page, troisième colonne).

3°/ Des affiches intitulées "LE FARCEUR ET LE BARBOTEUR" et signées "Vu, le candidat: André MORIZET" ont été placardées sur les panneaux électoraux. Ces affiches avaient un caractère nettement diffamatoire à mon égard.

Les faits sont nets, patents, indiscutables. J'ajoute que M. MORIZET a aggravé la diffamation dont il s'est rendu coupable en divulguant des renseignements secrets qui lui avaient été communiqués en tant que Maire.

Si je n'ai pas sollicité plus tôt la levée de l'immunité parlementaire à l'encontre de M. André MORIZET, c'est en raison de l'inadvertance des services du Parquet.

Je pense que, maintenant, la Haute Assemblée, que vous présidez, m'autorisera à poursuivre devant la juridiction répressive celui de ses Membres qui m'a causé un grave préjudice en se rendant l'auteur des faits diffamatoires que j'ai eu l'honneur de vous exposer.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

PIECES JOINTES : 4 assignations
1 note de M. le Procureur
de la République en
date du 30 Mai 1930.

Maurice Castillon
Maurice Castillon
Médaille M^{re} Croix de Guerre
68 B^e Jean-Jaurès à Boulogne s/Seine

ARRIVÉE

LE 6 JUIN 1930

Monsieur le Président du SENAT

Palais du Luxembourg

P A R I S

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter de la Haute Assemblée la levée de l'immunité parlementaire qui couvre actuellement M. André MORIZET, Sénateur de la Seine, Maire de BOULOGNE - BILLANCOURT.

J'ai déjà eu l'honneur de solliciter cette mesure à la date du 16 Juin 1929. Par lettre en date du 18 Juin 1929, Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence a bien voulu me répondre dans les termes suivants:

"J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est de principe qu'une demande de cette nature ne peut être communiquée au Sénat tant que la personne qui désire la former n'a pas fourni la preuve d'un commencement de poursuites devant la Justice ordinaire.

"Cette justification ne peut résulter que de la production entre les mains de M. le Président d'un projet d'assignation présenté au Parquet et revêtu par lui du visa indiquant le refus de donner jour à raison de la qualité de la personne qu'il s'agit de poursuivre".

J'ai donc, à la date du 29 Juillet 1929, assigné M. André MORIZET devant la 12ème Chambre Correctionnelle du Tribunal de la Seine, ainsi que M. LAGRIFFOUL et M. Paul JORIEUX, comme coupables de m'avoir diffamé pendant la campagne municipale de 1929.

Le délit, par conséquent, n'était pas prescrit. Quant au Parquet, il n'a pas refusé de me donner date. Cette date a été fixée par lui au 21 Novembre. Afin de ne pas laisser la prescription couvrir le délit, j'ai réassigné, à la date du 23 Octobre 1929, pour l'audience du 21 Novembre. Cette fois encore, le Parquet n'a fait aucune opposition.

L'affaire a été appelée à l'audience du 21 Novembre et renvoyée pour indication au 6 Février 1930.

A cette date, l'affaire a été de nouveau évoquée et renvoyée par jugement, pour plaider, au 15 Mai 1930.